



---

**Commission économique pour l'Europe**

Comité des forêts et de l'industrie forestière

**Soixante-quatorzième session**

Genève, 18-20 octobre 2016

**Rapport de la soixante-quatorzième session du Comité  
des forêts et de l'industrie forestière de la Commission  
économique pour l'Europe****Introduction**

1. Le Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE (le Comité) a tenu sa soixante-quatorzième session à Genève (Suisse), du 18 au 20 octobre 2016. Plus de 120 personnes de la région de la CEE y ont participé. La session a été suivie le 21 octobre 2016 d'un atelier sur la mesure de la valeur des forêts dans le contexte d'une économie verte.

**Participation**

2. Des délégations des 30 États membres de la CEE ci-après ont participé à la session : Allemagne, Autriche, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Croatie, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Lettonie, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

3. Des représentants de la Commission européenne et de l'Agence européenne pour l'environnement ont pris part à la session.

4. Les organes et organismes des Nations Unies ci-après étaient également présents : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et secrétariat du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD).

5. Le secrétariat du Groupe sur l'observation de la terre, une ONG, était également représenté.

6. Des représentants de l'Unité de liaison de Forest Europe à Bratislava ont participé à la session.

7. Des représentants des organisations non gouvernementales ci-après ont également pris part à la session : la Fondation Connecting Natural Values and People, Forest Stewardship Council (FSC), le Conseil du Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), Québec Arbres, Sustainable Forestry Initiative (SFI) et l'Association internationale des urbanistes (AIU).



8. Des représentants d'établissements d'enseignement étaient présents : Université des sciences appliquées de Berne, ETH Zürich, Lycée agricole de Poisy, Institut technique polonais du bois, Institut russe des forêts, Université de Colombie-Britannique, Université d'Helsinki, Université des Highlands et des îles écossaises et Université de Washington.

9. Des représentants des entreprises privées et des associations ci-après étaient également présents : Canadian Wood Council, Climate-KIC Suisse, Danzer, dedaLEGNO, Fédération européenne des panneaux, Forest Economic Advisors, Forest Industries Intelligence Ltd., Idaho Forest Group, Ilim Timber Industry, Kastamonu Entegre, Le Commerce du Bois, Ilim Group, Pan Bern AG, PHBois Forest, Timber Consultancy Office, Rhomberg Bau GmbH, RVR Service AG – Clean Forest Club, Union russe des producteurs et exportateurs de bois, Fédération suédoise des industries forestières, Timber Design Initiatives Ltd., Valois Vision Marketing et Conseil mondial des entreprises pour le développement durable.

### **Ouverture de la session**

10. Le Président du Comité, M. Christoph Dürr (Suisse), a souhaité aux délégations la bienvenue à la soixante-quatorzième session du Comité et a présenté les principaux éléments devant être examinés.

11. M<sup>me</sup> Ivonne Higuero, Directrice de la Division des forêts, de l'aménagement du territoire et du logement de la CEE, a rappelé la contribution essentielle des forêts et du secteur forestier à la transition en cours vers une économie verte. Nommée récemment Directrice de la Division, M<sup>me</sup> Higuero a fait part de sa détermination à continuer d'œuvrer efficacement dans cette voie.

12. M. Roman Michalak a exercé la fonction de secrétaire du Comité.

## **I. Adoption de l'ordre du jour**

*Document* : ECE/TIM/2016/1.

13. Les participants ont adopté l'ordre du jour provisoire, tel qu'il figure dans le document ECE/TIM/2016/1.

## **II. Propriété forestière et emploi dans le secteur forestier**

### **A. La propriété forestière dans la région – résultats préliminaires de l'étude thématique**

*Document* : ECE/TIM/2016/Inf.1.

14. Le secrétariat a présenté un bref exposé sur la propriété forestière dans la région. Il a rappelé que, pendant la soixante-deuxième session du Comité à Kazan (Fédération de Russie), il avait présenté un projet de questionnaire commun qui devait être élaboré et diffusé en collaboration avec la COST Action « Forest Land Ownership Changes in Europe: Significance for Management and Policy » (FACESMAP). Le secrétariat a brièvement informé les participants des progrès accomplis en rapport avec cette enquête pendant la trente-septième session du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières, tenue du 18 au 20 mars 2015 à Genève (Suisse), et a remercié la Fédération de Russie d'avoir appuyé ces activités.

15. M<sup>me</sup> Anna Lawrence, professeure honoraire à l'Université des Highlands et des îles écossaises et Vice-Présidente de la COST Action FACESMAP, a résumé le programme. Elle a appelé l'attention sur l'intensification des activités de recherches relatives à la propriété forestière depuis 1990. La plupart des activités de recherche dans le monde avaient été menées en Amérique du Nord et en Europe. L'Action FACESMAP couvrait 30 pays participants et, dans le cadre de la mise en œuvre du programme, ses membres avaient rassemblé 28 rapports d'experts de pays et établi une nouvelle carte des propriétés

forestières pour l'Europe. M<sup>me</sup> Lawrence a mis en avant la coopération efficace avec la Section CEE/FAO de la foresterie et du bois, qui a débouché sur l'établissement du questionnaire commun sur la propriété forestière et qui devrait donner lieu à une future étude sur la propriété forestière dans la région de la CEE.

16. M<sup>me</sup> Lawrence a terminé son exposé en mettant en avant certaines conclusions formulées par l'Action FACESMAP. La diversité des formes de propriété forestière était considérée comme un aspect positif. Elle pouvait cependant poser des problèmes quant à l'harmonisation des rapports et à l'élaboration de politiques dans ce domaine. Pour l'intervenante, les résultats de l'Action étaient susceptibles d'appuyer les services consultatifs et les organisations qui travaillent avec les propriétaires forestiers. Constatant que le programme avait permis de mieux sensibiliser les propriétaires, elle a proposé que l'étape suivante soit consacrée à l'évaluation des politiques relatives à la propriété forestière et aux services consultatifs.

17. Des États membres ont souligné qu'il était important d'intensifier le partage d'informations sur différents types de propriété forestière en vue d'améliorer les politiques ciblant les propriétaires forestiers. Ils ont également insisté sur le fait que les technologies modernes de l'information pouvaient être mises à profit pour mieux communiquer avec ces derniers.

18. Le secrétariat a présenté brièvement les réponses données à l'enquête en soulignant que la couverture géographique était équilibrée. Cependant, le pourcentage de réponses variait considérablement en fonction des questions. Le secrétariat a indiqué au Comité qu'il avait participé à la conférence finale de la COST Action FACESMAP, les 7 et 8 septembre 2016, à Vienne (Autriche). Les questions relatives à la structure de la future étude, à la possibilité de faire appel à des experts pour la rédiger ou la corédiger et à son éventuel calendrier d'exécution avaient été débattues avec les experts. La future étude serait élaborée en collaboration avec des auteurs et des coauteurs membres de l'Action FACESMAP.

19. Le secrétariat a annoncé que, conformément au calendrier prévu, il présenterait un avant-projet d'étude à la trente-huitième session du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières, et qu'il inviterait les États membres à faire part de leurs observations sur cet avant-projet avant qu'il ne soit établi sous sa forme définitive en été 2017. Le Comité a appris que les résultats seraient disponibles aux sessions communes du Comité et de la Commission européenne des forêts (CEF) en 2017. Certaines délégations ont déclaré que le questionnaire sur la propriété forestière avait entraîné une augmentation, à l'échelle nationale, de la collecte de données et des données pertinentes disponibles.

20. Les États membres ont salué la collecte de données, réalisée avec la participation de l'Équipe de spécialistes de la surveillance de la gestion durable des forêts et en concertation avec les États membres, mais les délégations ont recommandé au secrétariat de chercher l'équilibre entre le besoin d'informations et la capacité des États membres à répondre aux questionnaires. Elles ont également souligné qu'il faudrait, à l'avenir, atteindre un taux de réponse élevé pour accroître la valeur de l'étude et favoriser l'utilisation efficace des ressources investies. Notant que la définition de la propriété forestière variait d'un État membre à l'autre, plusieurs délégations ont appelé l'attention sur le besoin de mieux guider les États membres s'agissant de l'application de définitions internationales, mais aussi quant au besoin d'harmonisation et de communication avec l'évaluation des ressources forestières de la FAO.

21. Les délégations ont pris note des résultats de la COST Action FACESMAP et se sont félicitées de la coopération fructueuse avec ce programme. Le Comité a en outre pris acte des progrès accomplis en rapport avec l'étude et a accueilli avec satisfaction l'intention exprimée par le secrétariat de présenter les résultats à l'occasion des prochaines sessions du Groupe de travail conjoint, du Comité et de la CEF, prévues en 2017.

## **B. La main-d'œuvre dans le secteur forestier et les futurs emplois verts dans la région – résultats préliminaires de l'étude**

*Document* : ECE/TIM/2016/3.

22. M<sup>me</sup> Lawrence a présenté le document de travail sur les « Aspects sociaux relatifs à la main-d'œuvre dans le secteur forestier : étude de recherches en soutien à la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi ». Selon l'étude, la main-d'œuvre dans le secteur forestier était vieillissante, mais cette tendance s'observait également dans d'autres secteurs. Ce qui différenciait davantage le secteur forestier, c'était notamment la sous-représentation des femmes et une forte diversification des emplois.

23. M<sup>me</sup> Lawrence a fait remarquer que les recherches relatives aux emplois verts étaient essentiellement menées à l'échelle nationale. Il était donc difficile de faire ressortir les tendances à l'échelle internationale. Seule la question de la sécurité, considérée comme un thème important pour le secteur forestier, avait bénéficié d'une attention considérable sur le plan international. La santé et le bien-être étaient souvent dissociés de la sécurité. Les problèmes de santé mentale semblaient être en augmentation.

24. S'agissant des effectifs employés, M<sup>me</sup> Lawrence a insisté sur le fait que les tendances n'étaient pas identiques dans l'ensemble des pays. Dans la plupart des pays, les emplois forestiers traditionnels étaient en baisse. Cependant, on observait ici ou là un intérêt croissant pour la formation en foresterie et pour de nouveaux types d'emplois forestiers. Dans le secteur forestier, les emplois étaient souvent considérés comme destructeurs pour les ressources naturelles, malgré le fait que la gestion durable des forêts contribue à la préservation des écosystèmes et d'autres fonctions écologiques de la forêt.

25. M. Michal Vančo, Conseiller de direction à l'Unité de liaison de Forest Europe à Bratislava, a informé les participants des travaux sur les emplois verts dans le cadre du Programme de travail de Forest Europe. Parmi les activités menées à ce sujet, on pouvait citer la création d'un groupe d'expert des emplois verts et des systèmes d'éducation et de formation, l'organisation d'un atelier sur les nouvelles compétences et les emplois verts, et l'élaboration de lignes directrices paneuropéennes sur la promotion des emplois verts dans le secteur forestier. M. Vančo a fait savoir que Forest Europe était désireux de collaborer avec la Section CEE/FAO de la foresterie et du bois dans ce domaine.

26. M<sup>me</sup> Kelly Sharp, administratrice technique auxiliaire à l'Organisation internationale du Travail (OIT), a fourni au Comité des renseignements à jour concernant les travaux de l'OIT sur les emplois verts dans le secteur forestier et sa collaboration avec d'autres organismes et initiatives internationaux sur ce sujet. Elle a appelé l'attention sur la coopération en cours avec la Section CEE/FAO de la foresterie et du bois aux fins de la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi relatif au secteur forestier dans le contexte d'une économie verte et la participation de l'OIT à l'Équipe de spécialistes CEE/FAO/OIT des emplois verts dans le secteur forestier.

27. M. Josef Herkendell, Chef de l'Unité des affaires européennes du Ministère allemand de la protection de l'environnement, de la conservation de la nature, de l'agriculture et de la protection du consommateur de l'État de la Rhénanie du Nord-Westphalie a présenté les travaux actuels et futurs de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO/OIT des emplois verts. Se félicitant de cette occasion de collaborer avec Forest Europe dans le domaine des emplois verts, il a proposé d'inviter l'Organisation mondiale de la Santé à collaborer dans le cadre d'un partenariat aux futurs travaux sur la santé et le bien-être dans le secteur forestier. M. Herkendell a souligné l'importance des emplois verts dans l'optique du passage à une économie verte et de la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que la nécessité de poursuivre les travaux visant à élaborer des statistiques sur les emplois verts pour mieux éclairer l'action décisionnelle.

28. Le Comité a noté qu'il était nécessaire de préciser davantage la signification de l'emploi vert dans le secteur forestier, en s'appuyant sur les définitions existantes. Il a accepté que la Section CEE/FAO de la foresterie et du bois poursuive ses travaux sur les emplois verts. Des délégations ont souligné la difficulté qu'il pouvait y avoir à travailler sur les indicateurs en matière d'emplois verts, compte tenu du manque de données dans ce

domaine, et ont proposé d'adapter les ambitions aux informations disponibles. Le Comité a demandé à ce que l'Équipe de spécialistes prenne en considération dans le programme actuel d'autres emplois, notamment ceux de pompier forestier, de sous-traitant forestier et d'autres emplois indirectement liés au secteur forestier, comme ceux de l'écotourisme. Il a également demandé d'y inclure l'analyse d'autres aspects de la foresterie, tels que les conditions de travail, l'intégration sociale et les emplois forestiers clandestins, ainsi que le besoin d'innovation et de formation dans ce domaine. Il a proposé en outre de présenter des exemples dans lesquels la diminution des emplois forestiers avait été inversée, en mettant l'accent sur les facteurs de réussite ayant amené ce changement. Par ailleurs, des délégations ont recommandé la reconnaissance de la contribution des forêts et de l'industrie forestière à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier de l'objectif 9 « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ».

29. Le Comité a recommandé de poursuivre les travaux relatifs aux emplois verts, en s'appuyant sur les synergies avec Forest Europe et l'OIT. Il a accueilli favorablement la proposition concernant la présentation de l'étude de l'Équipe de spécialistes lors des sessions communes du Comité et de la CEF prévues en 2017. Il s'est également prononcé en faveur de l'organisation en 2017 de l'atelier sur les emplois forestiers, en coopération avec Forest Europe, atelier devant conduire à l'élaboration d'autres études et lignes directrices.

### III. Produits et marchés forestiers

#### A. Débat sur les marchés des produits forestiers, et table ronde sur le thème des débouchés s'offrant aux produits forestiers et des obstacles à vaincre par cette filière du point de vue du secteur privé

*Document* : ECE/TIM/2016/4.

30. Le débat sur les marchés a été ouvert par le Président du Comité. Le secrétariat a présenté le sujet et a appelé l'attention sur les documents d'information.

31. M. Rupert Oliver (Forest Industries Intelligence Ltd.) a donné un aperçu des tendances de la production et de la consommation européennes pour les principaux marchés des produits forestiers. Les taux de change constituaient un facteur clef dans le commerce de produits forestiers. L'Europe affichait un excédent commercial net en la matière. Le secteur de la construction progressait lentement en raison du faible degré de confiance des consommateurs, mais les tendances variaient considérablement selon les pays, la plus forte croissance étant enregistrée en Allemagne, aux Pays-Bas et en Espagne. Le secteur européen de la production de meubles en bois continuait d'afficher sa résilience et était même en progression. En effet, 84 % des meubles achetés en Europe étaient produits localement. Malgré un optimisme prudent quant aux perspectives des marchés de produits forestiers, le sentiment partagé par les producteurs était qu'il n'y avait pas suffisamment de matières premières.

32. Les examens du Règlement de l'UE sur le bois et de la Facilité FLEGT de l'UE indiquaient que ces mesures liées au commerce avaient eu une incidence positive sur le respect des lois et les pratiques en matière de gestion durable des forêts, mais leur application variait d'un État membre à l'autre. On observait une légère reprise des importations de bois tropical en Europe.

33. M. Nikolay Ivanov, Vice-Président de l'Union russe des producteurs et exportateurs de bois, a fait le point sur la situation économique en Fédération de Russie, caractérisée par la dévaluation du rouble et la chute des cours du pétrole. La dévaluation du rouble avait eu des effets bénéfiques sur le secteur des produits forestiers en ce sens qu'elle avait favorisé les exportations de produits russes, alors que les importations avaient baissé pour la plupart de ces produits. De plus, la consommation locale s'était maintenue grâce à un mouvement à la hausse de la construction de logements neufs, les constructions en bois représentant 20 %

des constructions basses en Fédération de Russie. Les dépenses publiques liées aux constructions en bois et les aides accordées à ce type de construction étaient en hausse.

34. M. Paul Jannke, représentant officiel de Forest Economic Advisors LLC, a présenté un aperçu des marchés d'Amérique du Nord. La production et la consommation de produits bois en Amérique du Nord étaient en hausse depuis la crise financière mondiale de 2008 ; leur rythme de croissance était en moyenne de 6 % par an depuis 2011. Cependant, les niveaux de production et de consommation restaient bien en deçà des niveaux enregistrés avant la crise. La consommation de produits dérivés du bois devrait connaître une croissance lente, mais constante, d'environ 4 % par an, pendant les cinq années à venir. Cette croissance serait due à la construction de logements neufs. Ces projections se fondaient sur plusieurs facteurs, notamment : l'augmentation des emplois et des salaires, l'accessibilité au logement du point de vue financier, l'évolution démographique favorable et la demande laissée sans réponse en raison du manque de constructions pendant les années qui ont immédiatement suivi la crise économique. En outre, l'âge moyen des maisons aux États-Unis avait augmenté, se situant à présent à 37 ans, ce qui témoignait d'un besoin de rénovation potentiel. Il n'en allait pas de même au Canada, où la construction de bâtiments avait continué de suivre la demande, allant même jusqu'à la dépasser. D'un autre côté, dans certaines zones clés, les prix de l'immobilier avaient flambé, atteignant des taux supérieurs aux normes historiques.

35. M. Jannke anticipait une diminution constante des exportations de produits forestiers depuis les États-Unis à destination de la Chine, notamment, du fait de la fermeté du dollar et de l'augmentation de la demande interne. S'agissant de l'accord sur le bois d'œuvre résineux entre les États-Unis et le Canada, M. Jannke a fait remarquer que l'envolée et l'instabilité des prix étaient plus sensibles à chaque remise en question de l'accord.

36. Cette vue d'ensemble des marchés et le débat qui a suivi concernant les principaux faits nouveaux et les facteurs clés de l'évolution du secteur forestier dans la région de la CEE figuraient dans la déclaration sur les marchés jointe au présent rapport (annexe I).

## **B. Tendances et perspectives pour certains produits forestiers (pâte à papier et papier, palettes et emballages en bois)**

*Documents* : ECE/TIM/2016/5 et ECE/TIM/2016/6.

### **Emballages en bois**

37. M<sup>me</sup> Gunilla Beyer (Fédération suédoise des industries forestières) a présenté le secteur des palettes et des emballages en bois. Ce secteur était un consommateur de bois important et fiable ; sa production annuelle s'élevait à plus de 400 millions de palettes en Europe, 740 millions aux États-Unis, environ 18 millions en Fédération de Russie et plus d'un milliard en Chine. Une part importante des palettes étaient produites à partir de bois recyclé provenant d'anciennes palettes. Un motif de préoccupation dans l'industrie de l'emballage en bois tenait aux prescriptions dictées par les normes phytosanitaires internationales. M<sup>me</sup> Beyer a évoqué les avantages et les inconvénients des initiatives relatives à l'économie circulaire. D'une part, l'utilisation de matériaux renouvelables comme le bois était encouragée par l'économie circulaire, mais d'autre part, les avantages liés au recyclage du plastique pouvaient entraîner un recul en termes de parts de marché pour les palettes en bois face à d'autres matériaux.

38. Les incidences, sur l'industrie de l'emballage en bois, des règlements sanitaires concernant les emballages alimentaires, ainsi que la qualité du bois de sciage utilisé dans la fabrication de palettes, ont été débattues par les participants.

39. Le Comité a pris note des informations communiquées.

### **Table ronde : Les débouchés des produits forestiers et les obstacles auxquels se heurte la filière du point de vue du secteur privé**

40. Le débat a été animé par M. Sylvain Labbé, fondateur et Président-Directeur général du Bureau québécois d'exportation du bois, fondateur et Vice-Président de Canada Wood

Group et membre du Conseil d'administration de l'initiative Bâtiments durables et climat du PNUE. Les orateurs invités étaient les suivants : M. Marc Brinkmeyer, Président et copropriétaire de l'Idaho Forest Group, M. Hans-Joachim Danzer, Président-Directeur général de la société Danzer Holding AG, M. Sviatoslav Bychkov, Directeur général de la communication à Ilim Timber Industry LLC, et M. Naci Güngör, Responsable de la gestion de la marque et de la communication de l'entreprise Kastamonu Entegre A.S. Le contenu des exposés est résumé dans l'annexe II.

41. Le débat a porté sur la nécessité d'uniformiser les règles du jeu en assurant l'internalisation des coûts externes. Si l'empreinte écologique des produits était prise en compte dans le prix du produit final, le bois deviendrait hautement compétitif. Cela pouvait se faire soit au niveau du produit fini (par exemple en imposant une taxe carbone), soit au niveau de la production (notamment par la rémunération des services écosystémiques). Les travaux en cours du Comité consultatif de la filière bois durable de la FAO sur les emballages dérivés de produits écologiques ont été évoqués et il a été proposé d'en examiner les résultats.

42. L'industrie a exprimé son souhait de renforcer la confiance des consommateurs dans le bois en tant que matériau et a demandé l'intensification de la promotion du bois. Outre la communication avec d'autres secteurs que le secteur forestier, le besoin se faisait fortement sentir d'améliorer la coordination et la communication entre différents sous-secteurs de produits forestiers. À titre d'exemple, les producteurs de sciages résineux et les producteurs de sciages feuillus pourraient adresser conjointement leurs demandes aux décideurs.

43. Les participants ont souligné que la législation était indispensable pour faire prospérer les activités commerciales du secteur forestier tout en assurant l'utilisation efficace des ressources forestières. Ils ont par exemple préconisé l'adoption d'une législation favorable aux petites et moyennes entreprises, mais aussi cohérente, coordonnée et appliquée de la même manière dans tous les pays (à l'instar du Règlement de l'UE sur le bois).

44. L'animateur leur ayant demandé de formuler des recommandations quant à la politique à mener, les participants ont fait les propositions suivantes :

- a) Introduire un « quota d'émission de carbone intégré » ;
- b) Réduire les taxes et les frais imposés au bois pour le rendre plus compétitif sur le marché mondial ;
- c) Offrir un appui public à la recherche-développement ;
- d) Intégrer les coûts externes dans le prix final des produits (par la rémunération des services écosystémiques, par exemple) ;
- e) Décourager le stockage de bois (en introduisant une taxe, par exemple) ;
- f) Œuvrer pour une meilleure acceptation générale de l'utilisation du bois d'œuvre ;
- g) Déterminer si le carbone emmagasiné dans les produits bois participe efficacement à l'atténuation des changements climatiques ;
- h) Laisser le secteur privé gérer et utiliser des forêts privées et publiques (par exemple, pour réduire au minimum les problèmes de santé des forêts et les risques d'incendie de forêt).

45. Le Comité a pris note du débat.

#### **Pâte à papier et papier**

46. M. Michel Valois, Président-Directeur général de Valois Vision Marketing, a renseigné les participants sur les tendances et les évolutions mondiales de l'industrie des pâtes et papiers, en accordant une attention particulière à l'Amérique du Nord, au Brésil et à la Chine. Retrçant l'évolution de la production de pâte à papier, de papier et de carton en Amérique du Nord, il a mis en lumière l'importante variation des capacités de production survenue au cours des dernières années. Les producteurs nord-américains et européens

avaient ainsi réduit leurs capacités de production de 86 millions de tonnes, tandis que les producteurs chinois avaient augmenté la leur de plus de 93 millions de tonnes au cours des dix dernières années. Il a également fait observer que les fabricants de pâte à papier du Brésil et de la Fédération de Russie continuaient d'accroître leurs exportations vers la Chine, et que les exportations en provenance de l'Amérique du Nord devraient diminuer sensiblement à l'horizon 2019.

47. M. Valois a abordé quelques points d'une importance capitale pour le secteur. L'automatisation pouvait être une solution pour concurrencer les pays à bas salaires, mais elle entraînerait à long terme une réduction significative de l'emploi dans le secteur. La certification, l'écologisation de l'économie et des normes environnementales élevées pourraient être propices au maintien de la production dans la région de la CEE et limiter de nouvelles variations de la production. L'adoption de nouvelles méthodes de comptabilité, comme les « comptes verts », pourraient de nouveau rendre le secteur plus attractif pour les investisseurs. Il serait notamment envisageable d'inclure des valeurs non monétaires dans l'analyse financière et la comptabilité du bénéfice par action. M. Valois a conclu son intervention en examinant la question de la concurrence internationale, et attiré l'attention à cet égard sur des questions telles que les dévaluations excessives, la diversité des pratiques comptables et l'octroi d'aides, de prêts et de subventions.

48. M. Bernard De Galembert, Directeur de l'innovation et de la bioéconomie au sein de la Confédération des industries papetières européennes, a présenté les tendances et les évolutions de l'industrie de la pâte et du papier en se plaçant dans une perspective européenne. La situation globale du marché et les perspectives du secteur semblaient moins défavorables qu'en Amérique du Nord, avec une production restée relativement stable au cours des dernières années. L'Europe restait un exportateur net de pâte à papier et de papier, malgré l'augmentation des importations et le recul des exportations enregistrés récemment. En Europe aussi, le comportement des consommateurs évoluait et tendait à freiner la consommation comme la production de papier graphique. Les secteurs du papier d'emballage et du papier destiné à l'hygiène personnelle affichaient en revanche des résultats satisfaisants. M. De Galembert a rappelé que l'avenir du secteur résidait dans l'innovation, dans la durabilité et dans les produits biologiques, et précisé à cet égard que certains produits développés récemment n'étaient pas pris en compte dans les statistiques du secteur.

49. M. Eduard Akim, Chef du Département des technologies et modèles industriels à l'Université d'État de Saint-Petersbourg, a fait un tour d'horizon du secteur de la recherche et de l'innovation dans l'industrie russe de la pâte à papier et du papier. Il a d'abord présenté le projet « BioTex2030 », visant à créer et à mettre en œuvre des modèles de développement innovants pour l'industrie russe de la pâte et du papier, puis un autre projet, axé sur la mise au point de technologies innovantes et de procédés complexes de transformation du mélèze qui devraient permettre de lancer sur le marché mondial un nouveau type de pâte à papier. L'intervenant a indiqué que le mélèze de Sibérie et le mélèze de Dahurie étaient des essences très répandues dans la Russie occidentale et centrale ainsi que dans la région du Trans-Oural. Une nouvelle technologie avait été récemment mise au point, permettant de produire à l'échelle industrielle de la pâte à papier purifiée ainsi que des arabinogalactanes et d'autres hémicelluloses hydrosolubles. M. Akim a indiqué que ces procédés complexes de transformation étaient appliqués dans l'usine de pâte à papier et de papier de Bratsk depuis 2014 et avaient permis de produire 1 million de tonnes de pâte.

50. Le Comité a pris note des informations communiquées.

### **C. La construction en bois dans la région : que peuvent faire les industries forestières pour promouvoir un nouveau modèle qui favorise l'utilisation du bois dans la construction écologique ?**

*Document* : ECE/TIM/2016/Inf.2.

51. À la lumière du débat qui avait été consacré à la coopération avec le Comité du logement et de l'aménagement du territoire lors de la dernière réunion du Groupe de travail mixte, M<sup>me</sup> Ivonne Higuero, Directrice de la Division des forêts, de l'aménagement du

territoire et du logement, a été invitée à présenter un bref compte rendu de la soixante-dix-septième session dudit comité. Elle a mentionné la création de l'équipe spéciale conjointe sur les normes relatives à l'efficacité énergétique des bâtiments, mis en évidence l'opportunité qui s'offrait aux comités d'œuvrer de concert à la promotion de la construction en bois et souligné l'importance à cet égard de Habitat III et du Nouveau Programme pour les villes.

#### **Table ronde sur la construction en bois dans la région**

52. Le débat a été animé par M. Peter Moonen, Responsable de la Coalition de la construction durable au Conseil canadien du bois. Les orateurs invités étaient les suivants : M. Ivan Eastin, professeur à l'Université de Washington et Directeur du Centre pour le commerce international des produits forestiers, M. Michael Klippel, Responsable scientifique et Directeur de la recherche du « Fire in Timber Group », à l'École polytechnique fédérale de Zurich, M<sup>me</sup> Katrin Hauser, Administratrice du Programme d'accélération de Climate-Kic, Zurich, M. Harald Professner, Global Business Development, Rhomberg Group, M. Maurizio Follesa, Cofondateur du studio de conception Timber Engineering, dedaLEGNO, et M. Peter Wilson, Directeur général de Timber Design Initiatives Ltd.

53. Les discussions ont porté sur les principaux obstacles à une utilisation accrue du bois dans la construction. Pour surmonter ces obstacles, les participants ont suggéré diverses initiatives :

- a) Faire en sorte que les architectes et les ingénieurs soient mieux informés des propriétés physiques et esthétiques du bois et des utilisations qu'il permet ;
- b) Harmoniser et mettre à jour les règlements, les normes relatives aux produits, ainsi que les codes en matière de sécurité incendie et de construction ;
- c) Mieux communiquer avec les assureurs et les bailleurs de fonds au sujet des risques effectifs et du rapport coût-efficacité ;
- d) Adopter une analyse du cycle de vie des bâtiments, en tenant compte notamment des émissions indirectes ;
- e) Encourager une hausse de la dépense publique en faveur de la construction en bois ;
- f) Mettre sur pied un groupe de travail qui s'emploiera, en concertation avec le secteur de la construction, à promouvoir la construction en bois.

54. Le Comité a pris note des propositions énumérées ci-dessus. Les délégués ont par ailleurs souligné la nécessité d'examiner attentivement la finalité et les incidences financières de la création d'un groupe de travail (alinéa f du paragraphe 53).

55. Le rapport détaillé de cette table ronde est reproduit à l'annexe III du présent rapport.

## **IV. Contexte mondial et régional**

*Document* : ECE/TIM/2016/7.

### **A. Contribution des forêts, des biens et services liés aux forêts et du secteur forestier à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

56. M<sup>me</sup> Monika Linn, Conseillère principale et Chef du Groupe du développement durable et du genre au Bureau du Secrétaire exécutif de la CEE, a expliqué comment la CEE assurait la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle a présenté aux délégués les résultats de l'enquête régionale effectuée à propos de ce programme dans les États membres de la CEE à la fin de 2015. La plupart des

pays de la région disposaient déjà de stratégies nationales pour la mise en œuvre des ODD et s'employaient actuellement à adapter les mécanismes d'examen et de suivi en s'appuyant sur les systèmes en place. Pour nombre d'entre eux, le moyen d'assurer une mise en œuvre des ODD plus intégrée et de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs restait problématique.

57. M<sup>me</sup> Linn a insisté sur la nécessité de reconnaître l'importance des mécanismes de suivi et d'examen au niveau régional et sur la contribution que les commissions régionales des Nations Unies sont susceptibles d'apporter au travail de supervision que le Forum politique de haut niveau doit effectuer au niveau mondial. Elle a noté que les examens régionaux étaient particulièrement propices à l'apprentissage mutuel, à l'échange de bonnes pratiques et à l'examen des questions transfrontières. Lors d'une réunion régionale organisée pour la région de la CEE en mai 2016, les pays s'étaient interrogés sur les modalités de mise en place du processus régional d'examen et avaient conclu qu'ils devraient prendre appui sur les mécanismes en place. Le processus était encore en cours de finalisation, et les comités sectoriels de la CEE auraient à cet égard un rôle à jouer. M<sup>me</sup> Linn a également brièvement décrit les travaux consacrés aux indicateurs de développement durable par le système des Nations Unies dans son ensemble.

58. Le Comité a pris note de ces informations. Les délégués ont souligné la nécessité d'associer les exploitants forestiers à l'établissement des indicateurs relatifs aux forêts et de collaborer avec la FAO dans ce domaine.

59. M. Gerben Janse, Coordonnateur international à la Division des politiques et de l'analyse de l'Agence suédoise des forêts, a renseigné les participants sur la mise en œuvre du Programme 2030 en Suède. Le Gouvernement suédois avait mis en place une stratégie coordonnée au niveau national et relayée par l'ensemble des ministères et des administrations. L'Agence suédoise des forêts entendait intégrer les ODD dans toutes ses activités. Il était également prévu d'assurer une coordination avec le Programme forestier national, notamment dans le cadre de la coopération internationale.

60. Le Comité a pris note de ces informations et a recommandé au secrétariat de continuer à suivre l'évolution de la situation et de collaborer avec d'autres acteurs afin de contribuer utilement au processus engagé. Il conviendrait de préparer la prochaine séance d'information en vue de la session du Groupe de travail devant se tenir prochainement.

## **B. Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) – état d'avancement du Plan stratégique pour 2017-2030**

61. M<sup>me</sup> Mita Sen, Administratrice de programme et membre du Secrétariat du FNUF, a informé le Comité de l'état d'avancement du Plan stratégique du FNUF pour la période 2017-2030. Le Comité a ainsi eu connaissance des conclusions de la première réunion du Groupe spécial d'experts du FNUF pour l'élaboration du Plan qui s'était tenue à New York, et des faits notables survenus dans le prolongement de cette réunion. Des consultations s'étaient engagées à propos du projet de plan, et les États membres communiquaient leurs observations écrites au secrétariat du FNUF. La deuxième réunion du Groupe spécial d'experts du FNUF pour l'élaboration du Plan stratégique aurait lieu en octobre 2016 à Bangkok, les conclusions devant être soumises à l'examen des membres du FNUF en janvier 2017 à New York.

62. M<sup>me</sup> Sen a rappelé que les concepteurs du Plan l'avaient rattaché étroitement aux ODD et s'étaient employés à établir une convergence entre ces derniers et les objectifs de l'arrangement international sur les forêts. Le Forum politique de haut niveau offrirait sans doute l'occasion de mettre en lumière l'importance des forêts, et les États membres étaient disposés à le soutenir par des contributions volontaires. M<sup>me</sup> Sen a toutefois insisté sur le fait qu'il ne faudrait pas que cela entraîne une charge supplémentaire de travail en termes d'établissement de rapports. Elle a noté que tous les intéressés avaient reconnu la nécessité de renforcer le rôle des acteurs régionaux dans la mise en œuvre du processus. Lors de la réunion de Téhéran sur la coopération régionale qui s'était tenue du 26 au 28 septembre 2016, la mise en place d'un mécanisme de coordination interrégionale avait été proposée.

63. Les délégués se sont déclarés favorables au processus et ont souligné la nécessité d'accorder une attention particulière à la charge de travail que représente l'établissement des rapports et de veiller à ce que l'apport des institutions régionales soit dûment pris en compte dans l'arrangement international sur les forêts, notamment dans le contexte des ODD.

64. Le Comité a pris note de ces informations et demandé au secrétariat de suivre attentivement le processus et de faire rapport au Groupe de travail.

### **C. Forest Europe – Programme de travail et synergies possibles dans la région**

65. M<sup>me</sup> Ludmila Marušáková, Chef de l'Unité de liaison de Forest Europe à Bratislava, a fait le point, à l'intention du Comité, sur l'élaboration du Programme de travail de Forest Europe et mis en lumière les synergies susceptibles d'être établies dans la région. Le Programme, qui prenait appui sur les ODD, l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le processus du FNUF, serait mis en œuvre en coopération avec les acteurs régionaux et mondiaux concernés, notamment la CEE et la FAO. Au nombre des thèmes clefs : le développement et l'actualisation des outils de gestion durable des forêts ; le suivi et l'évaluation de l'état des forêts en Europe, et l'établissement des rapports correspondants ; la participation aux travaux sur le passage à une économie verte, qui comporteraient notamment une prise en compte des aspects sociaux et la valorisation des services rendus par les écosystèmes forestiers ; la protection des forêts et l'adaptation aux changements climatiques ; les forêts et le bien-être humain. M<sup>me</sup> Marušáková a également informé les délégués de ce qui s'était fait dans le prolongement de la Conférence ministérielle extraordinaire de Madrid.

66. Le Comité a pris note de l'exposé de M<sup>me</sup> Marušáková sur le Programme de travail de Forest Europe. Il s'est par ailleurs déclaré favorable à une coordination des travaux entre Forest Europe et les autres acteurs concernés de la région et a préconisé la poursuite et le renforcement de la coopération entre Forest Europe et la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois.

### **D. Évolution de la situation dans d'autres organisations et processus pertinents**

67. M. Peter Csoka, Secrétaire du Comité des forêts au Département des forêts de la FAO, a présenté au Comité les conclusions de la vingt-troisième session du Comité des forêts de la FAO (COFO), qui s'était tenue du 18 au 22 juillet 2016 à Rome (Italie). Évoquant la pluralité des questions inscrites à l'ordre du jour de cette session du COFO, il a indiqué que celui-ci, entre autres décisions importantes, avait mis sur pied un groupe de travail sur les forêts et les systèmes agrosylvopastoraux des zones arides, adopté les Directives volontaires sur le suivi et l'évaluation des forêts à l'échelle nationale et décidé que la FAO élaborerait un nouveau document stratégique pleinement aligné sur son cadre stratégique ainsi que sur le Plan stratégique de l'arrangement international sur les forêts.

68. M. Csoka, entre autres observations, a noté que le COFO s'était félicité de la parution du rapport sur la Situation des forêts du monde (SOFO 2016) et avait reconnu que la gestion durable des forêts et de l'agriculture et leur intégration dans les plans d'aménagement du territoire contribuaient très utilement à la réalisation des ODD, à la sécurité alimentaire et à la lutte contre les changements climatiques. Le COFO avait demandé à la FAO de poursuivre et de renforcer la coopération pour la mise en œuvre du Programme 2030, notamment entre les comités techniques de la FAO, à savoir le Comité de l'agriculture, le Comité des pêches et le Comité des forêts. Il avait également demandé à la FAO d'apporter un appui aux pays, d'adapter la stratégie du Programme d'évaluation des ressources forestières mondiales en fonction des besoins et de collaborer avec les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts en vue d'assurer au niveau mondial une organisation plus rationnelle en matière d'établissement des rapports.

69. S'agissant de la stratégie relative aux changements climatiques et du financement des forêts, M. Csoka a fait savoir au Comité que la FAO était invitée à aider les pays dans plusieurs domaines : amélioration de la gouvernance, élaboration des politiques, intégration de la foresterie dans des contributions déterminées au niveau national ; système de suivi, d'établissement de rapports et de vérification ; mise en œuvre du programme REDD+. Le COFO avait également recommandé à la FAO de mettre à jour les directives, d'assurer une coordination avec la treizième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP13 de la CDB) et de renforcer les partenariats pour aider les pays à accéder aux financements internationaux dans le domaine du climat, notamment de la part de sources bilatérales et d'institutions multilatérales telles que la Banque mondiale, le Fonds vert de Copenhague pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial, les ONG et le secteur privé.

70. La Fédération de Russie a rappelé qu'elle avait recommandé pendant la session du COFO la création d'un groupe de travail sur les forêts boréales et tempérées et indiqué que des travaux préparatoires avaient été engagés à cette fin. Elle a demandé aux pays qui possèdent des forêts boréales de soutenir cette proposition lors de la prochaine session du COFO. La Finlande a demandé un complément d'information à propos de cette question et du rôle que la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois pourrait être amenée à jouer à cet égard, et proposé son inscription à l'ordre du jour de la prochaine session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts.

71. M. Csoka a rappelé que, selon les décisions qui seraient prises, la FAO élaborerait une proposition conformément aux dispositions de l'article XXXI du Règlement général de l'Organisation. L'élaboration d'une telle proposition nécessitait d'engager des consultations avec les pays membres au moyen de mécanismes appropriés, et il apparaissait que les commissions forestières régionales pourraient accueillir de tels débats. M. Csoka a fait observer que l'inscription de la question des forêts tempérées dans l'éventail des thèmes abordés nécessiterait un examen plus approfondi. Il a rappelé que la décision finale concernant l'établissement d'un tel groupe incombait aux pays membres.

72. M. Christoph Dürr (Suisse) a apporté aux délégués des informations à propos de la treizième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique devant se tenir à Cancún (Mexique) du 4 au 17 décembre 2016. Il a indiqué que le thème principal lié aux forêts serait l'intégration de la biodiversité dans d'autres secteurs, foresterie y compris. Il était prévu de mettre sur pied un groupe de haut niveau qui serait chargé d'étudier les moyens d'intégrer la diversité biologique dans les politiques, plans et stratégies concernant l'agriculture et la foresterie.

73. M. Csoka a indiqué aux délégués que le Comité de l'agriculture de la FAO, qui s'intéressait également à la question de l'intégration de la diversité biologique, avait demandé qu'elle soit traitée en tant que question intersectorielle par les comités techniques de la FAO en 2018. Une recommandation serait adressée en temps voulu aux pays membres, notamment par l'intermédiaire des commissions forestières régionales.

74. M. Heikki Granholm (Finlande) a informé les délégués que la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (COP22) se tiendrait du 7 au 18 novembre 2016 à Marrakech (Maroc). Il a évoqué les points susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour, notamment l'Accord de Paris sur le climat, le Protocole de Kyoto et la quête de transparence.

75. M<sup>me</sup> Christine Farcy (Belgique, s'exprimant au nom de l'Institut européen des forêts), a apporté des informations sur la structure de l'Institut, sur la vision mobilisatrice qu'il entendait promouvoir à l'horizon 2025, sur ses objectifs stratégiques, son programme de travail et ses activités, notamment l'établissement d'une feuille de route pour la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie.

76. La République tchèque a proposé de célébrer le soixante-dixième anniversaire de la collaboration que poursuivent la CEE et FAO dans le domaine de la foresterie à Mariánské Lázně (Marienbad, République tchèque), ville où s'est déroulée en avril-mai 1947 la première Conférence européenne sur le bois de construction. Le Comité s'est félicité de cette proposition et le secrétariat a fait savoir qu'il examinerait la question avec les bureaux

communs du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts.

## **V. Rapports présentés et activités mises en œuvre au titre du Programme de travail intégré pour 2014-2017 et décisions en la matière**

### **A. Rapport du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières**

*Document* : ECE/TIM/EFC/WP.2/2016/2.

77. M. Jeff Prestemon, Président du Groupe de travail conjoint FAO/CEE sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières, a présenté les résultats et les décisions de la trente-huitième session du Groupe, qui s'était tenue les 23 et 24 mars 2016. Il a mis l'accent sur les activités des équipes de spécialistes ainsi que sur la table ronde de cette session, consacrée aux répercussions potentielles de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour les forêts et le secteur forestier (30 novembre-11 décembre 2015).

78. M. Prestemon a informé le Comité qu'au terme de la trente-huitième session, M. Johannes Hangler (Autriche), Président des trente-septième et trente-huitième sessions, avait été élu Vice-Président. M. Jeff Prestemon (États-Unis), Vice-Président des trente-septième et trente-huitième sessions, avait été élu Président et M. Matthias Dieter (Allemagne) Vice-Président. Ils resteraient en fonction jusqu'à la fin de la trente-neuvième session.

79. Le Comité a appris que la trente-neuvième session du Groupe de travail conjoint FAO/CEE se tiendrait du 3 au 5 mai 2017 à Genève.

80. Le Comité a félicité le Groupe de travail pour ses activités, pour l'ampleur des questions traitées, et pour sa capacité à rester pleinement en phase avec l'actualité dans le cadre de ses travaux. Il a également rappelé la nécessité pour le secrétariat de mobiliser des ressources financières et humaines pour appuyer les équipes de spécialistes. Il a salué le travail accompli par le Groupe de travail et les équipes de spécialistes, un travail qu'il jugeait particulièrement précieux pour l'échange d'expertise technique entre pays et entre parties prenantes.

### **B. Examen des activités menées en 2016 et activités prévues pour 2017**

*Document* : ECE/TIM/2016/8.

81. Le secrétariat a informé le Comité des activités menées en 2016 et de celles qui étaient prévues pour 2017.

82. Les pays ont félicité le secrétariat pour le volume et la qualité du travail qu'il a accompli et l'ont remercié de l'appui qu'il leur avait fourni. Ils lui ont également demandé de veiller à ce que les futures tâches n'hypothèquent pas le travail de base. Le Comité a recommandé d'éviter les chevauchements avec d'autres processus et s'est félicité de la bonne coopération avec Forest Europe et d'autres partenaires et processus, comme indiqué au cours de la session.

83. Le Comité s'est félicité des initiatives axées sur l'obtention de résultats et a préconisé de donner à ceux-ci un plus large écho. Quant à l'absence du rapport sur la promotion de matériaux de construction durables dans la liste des activités, le secrétariat a expliqué que ce rapport avait été publié l'an dernier mais n'avait été distribué que dans le courant de l'année et avait déjà fait l'objet d'un compte rendu lors de la dernière session.

84. Les délégués ont félicité le secrétariat d'avoir de nouveau invité des acteurs de l'industrie concernée et du secteur privé à participer aux sessions du Comité et exprimé le

souhait qu'il en soit encore ainsi à l'avenir. Le Comité a félicité le secrétariat d'avoir assuré dans les délais la publication de la Revue annuelle du marché des produits forestiers, et lui a demandé de publier l'Enquête commune sur la dendroénergie et de renseigner les délégués à propos de l'enquête sur la viande de gibier.

85. Le Comité a pris note des informations communiquées, souligné l'intérêt et la valeur du travail accompli en 2016 et indiqué qu'il attendait avec intérêt la mise en œuvre des activités prévues pour 2017 ainsi que de celles qui avaient découlé des discussions du Comité au cours de la session.

### **C. Examen par la CEE de l'évaluation de la pertinence du Programme de travail intégré pour 2014-2017**

*Document* : ECE/TIM/2016/9.

86. Le secrétariat a présenté les résultats et les recommandations de l'évaluation du Programme de travail intégré pour 2014-2017 qui a été effectuée par la CEE dans le cadre de son plan de travail global en matière d'évaluation. Le Comité a fait observer que le rapport d'évaluation avait été établi à partir d'informations recueillies auprès des personnes interrogées et ne reflétait donc pas nécessairement le point de vue de la CEE ou du Comité.

87. Le Comité a fait savoir qu'il ne souscrivait pas à certaines recommandations et conclusions, mais a toutefois reconnu que les informations fournies constitueraient un apport précieux pour la préparation du futur Programme de travail intégré et indiqué qu'il attendait avec intérêt les réactions des responsables.

### **D. Examen stratégique du Programme de travail intégré**

*Document* : ECE/TIM/2016/10.

88. Le secrétariat a présenté les éléments de l'examen stratégique, notamment la feuille de route, l'atelier prévu pour les États membres et les parties prenantes le 22 novembre 2016, ainsi que les résultats de l'enquête effectuée auprès des parties prenantes.

89. Le Comité s'est félicité des résultats, qui alimenteront les débats du prochain atelier. Il a demandé au secrétariat de mettre à jour régulièrement le site Web afin de permettre aux États membres de planifier les réunions et d'y assister, et de distribuer des questionnaires dans les trois langues officielles de l'ONU.

## **VI. Élection du bureau**

90. Le Président a introduit ce point de l'ordre du jour et exposé les pratiques du Comité aux délégués.

91. Il a noté que M. Heikki Granholm (Finlande) devait cesser d'exercer ses fonctions au Bureau du Comité des forêts et de l'industrie forestière et l'a chaleureusement remercié pour les bons et loyaux services rendus entre octobre 2010 et octobre 2016. Un certificat attestant l'excellence de son travail lui a été remis par les présidents du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts dans le cadre d'une courte cérémonie.

92. Quant à la personne appelée à succéder à M. Granholm, le Président a fait savoir que la Fédération de Russie avait retenu pour le poste de vice-présidente du Bureau du Comité des forêts et de l'industrie forestière la candidature de M<sup>me</sup> Maria Sokolenko.

93. Les personnalités suivantes ont ensuite été élues par acclamation et invitées à exercer leurs fonctions jusqu'à la fin de la soixante-quinzième session (2017) : en qualité de Présidente, M<sup>me</sup> Marta Gaworska (Pologne) ; en qualité de Vice-Présidents : M. Christoph Dürr (Suisse), M. Guy Robertson (États-Unis) et M<sup>me</sup> Maria Sokolenko (Fédération de Russie).

94. Le Comité a chaleureusement remercié M. Christoph Dürr qui s'est magistralement acquitté de ses fonctions de président.

## **VII. Dates et lieu de la prochaine session**

95. Le Président a rappelé aux délégués que le Comité avait décidé dans le cadre de la réunion « Silva2015 » de tenir sa soixante-quinzième session en même temps que la trente-neuvième session de la Commission européenne des forêts de la FAO en 2017.

96. La représentante de la Pologne, M<sup>me</sup> Marta Gaworska, a confirmé qu'elle avait l'intention de proposer que les sessions conjointes (« Lasy2017 ») se déroulent en même temps que la quatrième Semaine européenne des forêts. Elle a proposé que ces sessions conjointes aient lieu à Varsovie dans la semaine du 9 au 13 octobre 2017.

97. Le Président a annoncé que la proposition avait été examinée et acceptée par le Comité exécutif de la Commission européenne des forêts de la FAO. Le Comité a souscrit à la proposition de la Pologne et exprimé une nouvelle fois sa gratitude pour cette offre généreuse. Il a dit approuver l'idée de célébrer le soixante-dixième anniversaire de la collaboration de la CEE et de la FAO dans le cadre des sessions conjointes qui se tiendront à Varsovie l'année prochaine. S'agissant de l'organisation du programme des sessions conjointes, l'accent a été mis sur la nécessité d'accorder toute l'attention voulue aux questions intéressant la Commission européenne des forêts.

## **VIII. Questions diverses**

98. Aucune.

## **IX. Adoption du rapport**

99. Le Comité a adopté le présent rapport en session.

100. Le Président a remercié les délégués pour leur contribution au rapport et leur participation à la session. Le Président a également remercié le secrétariat pour l'excellente organisation de la soixante-quatorzième session. Le secrétariat a informé les participants que le rapport final édité serait publié dans les jours suivants.

101. La clôture de la réunion a été prononcée le jeudi 20 octobre 2016 à 18 h 20.

## Annexe I

[Anglais seulement]

## Committee on Forestry and Forest Industry market statement

### I. Overview of forest products markets in 2015 and 2016

1. The general condition of forest products markets in the ECE region remained relatively stable in 2015. With the exception of the paper and paperboard industry, consumption of all other forest products in 2015 increased by between 1.3 and 2.6% year-on-year (Table 1). There were, however, wide differences between subregions.

TABLE 1  
*Apparent consumption of industrial roundwood, sawnwood, wood-based panels, and paper and paperboard in the ECE region, 2011-2015*

	million	2011	2012	2013	2014	2015	Change (volume) 2014- 2015	Change (%) 2014- 2015	Change (%) 2011- 2015
<b>Europe</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	385.5	375.7	381.8	393.8	401.6	7.89	2.0	4.2
Sawnwood	m <sup>3</sup>	103.4	97.0	96.8	100.8	101.1	0.34	0.3	-2.2
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	66.9	64.6	71.4	67.9	68.4	0.45	0.7	2.2
Paper and paperboard	m.t.	92.5	90.7	92.9	89.4	88.0	-1.45	-1.6	-4.8
<b>Commonwealth of Independent States (CIS)</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	166.8	173.7	175.1	181.6	185.3	3.69	2.0	11.0
Sawnwood	m <sup>3</sup>	19.0	19.7	19.9	19.0	18.1	-0.89	-4.7	-4.7
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	16.0	17.7	17.8	17.6	16.8	-0.81	-4.6	4.5
Paper and paperboard	m.t.	9.5	9.4	9.4	9.3	9.0	-0.34	-3.6	-5.9
<b>North America</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	487.2	481.2	486.8	490.2	494.3	4.14	0.8	1.5
Sawnwood	m <sup>3</sup>	89.8	95.5	101.1	106.3	112.7	6.43	6.0	25.5
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	42.0	46.4	48.0	49.9	52.0	2.09	4.2	23.7
Paper and paperboard	m.t.	79.7	81.1	75.3	76.1	75.9	-0.13	-0.2	-4.8
<b>ECE region</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	1,039	1,030	1,043	1,06	1,081	15.71	1.5	4.0
Sawnwood	m <sup>3</sup>	212.2	212.2	217.9	226.1	232.0	5.88	2.6	9.3
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	125.0	128.7	137.2	135.4	137.1	1.73	1.3	9.8
Paper and paperboard	m.t.	181.7	181.2	177.7	174.8	172.9	-1.91	-1.1	-4.9

*Note:* Sawnwood does not include sleepers.

*Source:* ECE/FAO TIMBER database, 2016

2. North American and European markets experienced moderate consumption growth, benefitting from generally positive economic developments and improvements in the housing and construction industry. In contrast, deteriorating economic conditions and currency depreciations primarily accounted for a more than 4% contraction of sawnwood and panels consumption in countries of the Commonwealth of Independent States (CIS).

3. As in the past years, currency volatility played an important role in the trade of forest products. In particular, imports of wood products jumped about 10% in the United States, while exports declined by about the same ratio, as a result of the strong US dollar. In the CIS countries, a weakened ruble pushed exports to record highs for all major product categories, in many cases more than countering the lack of domestic demand and thus increasing production.

4. The pulp and paper sector continues to undergo major structural changes. Increased use of electronic media and competitive pressure from outside the region led to reduced consumption and production in all subregions of the ECE region.

### **A. Economic developments with implications on the forest sector**

5. The world economy slowed down in 2015, driven by weakened performance in emerging economies. In the ECE region, growth rates differed widely. The gap between the pace of expansion in the United States and the European Union (EU) narrowed, as economic activity in the euro area picked up significantly. Growth in the new EU member countries was much faster than the expansion observed in the rest of the EU, so convergence with income levels in older EU members continued, albeit at a slower rate than before the global financial crisis. By contrast, the adverse trends observed in the CIS in late 2014 became stronger, and sluggish growth was followed by an outright output contraction. A major factor explaining the diversity of economic performances in the ECE region was the decline in oil prices, which almost halved, as this impacted energy-exporting and -importing countries differently. Lower oil prices also negatively affected investment in the energy sector in some advanced countries.

6. In the United States, job creation has been fast but wage growth has only recently picked up. As unemployment approaches levels close to what could be considered full employment, wage increases are likely to accelerate. Conditions improved in the euro area, driven by the continued output recovery in a context of moderate wage increases. However, the unemployment rate remains well above pre-crisis levels, and the aggregate figure masks significant differences, with unemployment being still very high in some countries. Labour market reforms have brought increased flexibility but employment growth has often been dominated by low quality jobs. In the CIS, the labour market has been relatively resilient, given the scale of the decline in economic activity, but unemployment has increased and remittances, which are sizeable in the poorest economies, have shrunk sharply.

7. The improvement in labour markets and easier financing conditions have boosted housing prices and residential investment in some advanced countries. In the United States, construction performed particularly well, soaking up pent-up demand and being supported by an acceleration in the rate of household formation. In the euro area, investment in construction turned positive after years of sustained decline. Rising real incomes and low mortgage rates have driven this turnaround but, in some countries, including Portugal, Spain and Finland, high levels of household debt continue to have a dampening influence on construction investment. In the euro area as a whole, housing prices have increased but they continued to fall in some countries, including France, Finland, Greece and Italy.

8. Overall investment (i.e. including residential and non-residential investment) in advanced countries has remained relatively weak, amid lingering concerns over the strength of global demand, bouts of financial turbulence and, in some countries, still high levels of indebtedness. However, easier financing conditions have facilitated deleveraging and debt refinancing, while low oil prices have been positive for corporate profitability.

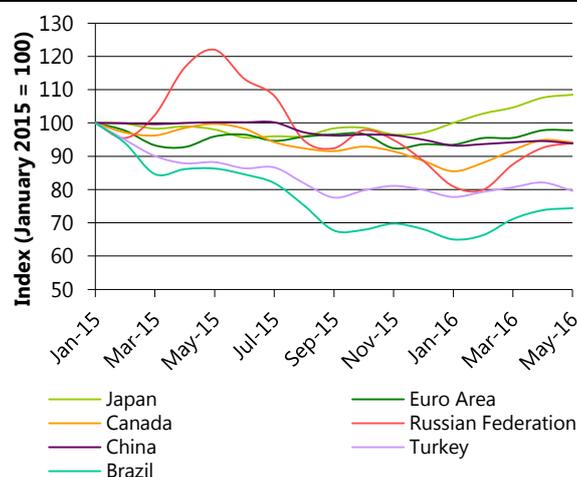
9. A more sustained and robust recovery in the United States than in the euro area has reflected the divergence of monetary policies. While the US Federal Reserve increased rates after seven years of no change in December 2015, the European Central Bank announced further easing measures in March 2016. However, rapid tightening in the United States seems

implausible, given renewed concerns over growth and the easing bias signalled by monetary authorities in other advanced countries. Past expectations on the direction of monetary policy drove movements in exchange rates, with a sharp appreciation of the US dollar in 2014 that dampened recent export performance. The euro strengthened in relation to the US dollar from recent lows in early 2016 but appreciation has been limited. In the CIS, large exchange rate depreciations have taken place, as the shocks in energy-exporting countries have been transmitted to other economies in this subregion (Graph 1). In early 2016, some recovery in commodity prices was accompanied by currency strengthening.

10. The different role of fiscal policy in supporting the recovery after the 2008-2009 financial crisis in the United States and the euro area contributes to explaining the differences in economic performance in recent years. In the euro area, past tighter fiscal policy has now been replaced by a more relaxed stance. In a number of EU countries, the refugee crisis has been a source of additional fiscal outlays and is expected to provide further impetus to the construction sector. In the CIS, energy exporters were forced to undertake significant fiscal adjustments, as oil prices were expected to stay low for some time.

GRAPH 1

**Major currencies used to trade forest products, indexed against the US dollar,  
January 2015-May 2016**



Source: IMF, 2016.

11. Overall, the pattern of weak recovery from the global financial crisis will continue in 2016. Some moderation in the pace of economic expansion in the United States and the EU is expected. Output in the CIS is expected to shrink for a second consecutive year. Prospects are improving in line with the firming of oil prices but vulnerability to further shocks remains.

12. There are a number of risks that cloud the horizon. Geopolitical tensions, which have disrupted trade and undermined confidence in the CIS, have not yet disappeared. The refugee crisis, while providing a short-term boost to economic activity, is creating strains in a number of European countries. The United Kingdom vote to leave the EU has added a source of uncertainty that is unlikely to dissipate in the immediate future.

## **B. Policy and regulatory developments affecting the forest products sector**

13. Policy initiatives such as the EU Forest Law Enforcement, Governance and Trade (FLEGT) Action Plan, due diligence procedures for conformance to the US Lacey Act and the EUTR, and the continued expansion of the certified forest area worldwide, demonstrate that the forest products sector is playing a leading and innovative role in developing the green economy.

14. An evaluation of the EU FLEGT Action Plan found that it had contributed to improving forest governance globally, and helped – alongside the EUTR – to reduce European imports of illegal timber. It concluded that the Plan needs to be adapted to address new challenges, particularly forest conversion, and more focus is needed on private-sector engagement and

communication. A review of the first two years of operation of the EUTR indicated that, while implementation has been uneven, the regulation is already contributing to significant changes in trade attitudes, structures and distribution networks.

15. Canada and the EU have concluded negotiations on the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), while the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) – a trade agreement between the EU and the United States – is still under negotiation. Both the CETA and the TTIP should encourage transatlantic trade, particularly in value added forest products.

16. The Softwood Lumber Agreement (SLA) between Canada and the United States has expired. The SLA is not likely to be settled in 2016. However, Prime Minister Trudeau and President Obama committed to resolving the issue. There is some expectation that agreement might be reached before the second quarter of 2017.

17. In 2015, Armenia and Kyrgyzstan officially joined Belarus, Kazakhstan and the Russian Federation in the Eurasian Customs Union, which is designed to reduce barriers to the movement of goods, services, capital and labour, and is expected to increase the trade in forest products among these countries.

18. The two major certification schemes (the Forest Stewardship Council - FSC - and the Programme for the Endorsement of Forest Certification - PEFC) report a combined total of 462 million hectares of certified forests globally, an increase of 15.8 million hectares (3.5%) over the previous reporting year. This includes more than 50 million hectares of overlap due to double certification, according to ongoing research. Excluding the double-counting of forests certified under both schemes, the certified forest area worldwide amounts to 11% of the global forest area. The share of roundwood production that is certified is estimated to account for about 29% of global production.

19. The Paris Agreement - the main outcome of COP21 to the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) - signaled that cutting emissions from deforestation and promoting sustainable forestry are now recognized globally as among the most efficient ways to address climate change.

20. Active engagement by the forest sector in trade policies, environmental and climate initiatives, and voluntary programmes is contributing to increased recognition of the benefits of wood. However, policy uncertainties associated with ongoing debates and extended negotiations have the potential to hinder further progress on several fronts, such as forest carbon trading, sustainability rules for biomass, transatlantic trade agreements, FLEGT licensing, and green building efforts. Greater alignment of these diverse efforts is needed to realize the full benefits of forests and forest products.

### **C. Pallets and wooden packaging**

21. Wooden pallets, crates and packaging cases play important roles in the movement and storage of goods worldwide. Proper design and quality standards ensure that performance is sufficient to protect the goods transported. When the economy booms, so too does the pallet and wooden packaging industry.

22. Pallets and wooden packaging are well positioned to flourish under policies and laws aimed at a low-carbon economy and sustainability because they have very high rates of reuse, repair and recycling, and they can be used for wood energy or the manufacture of particle board at the end of their useful lives. The sector is aware of the importance of proper phytosanitary measures to ensure that no invasive pests and diseases are spread via pallets and wooden packaging.

23. Pallets are by far the most common type of wooden packaging. They provide a safe, effective transport and storage platform throughout the handling and distribution process. Pallet construction is becoming more standardized in Europe, with a migration to the EUR-pallet; the 800 x 1,200 mm unit is most prevalent. In contrast, pallet sizes and designs are much less standardized in North America, where most pallets in use are custom-designed to suit transport and shipping configurations.

24. It is estimated that there are about 4 billion pallets in circulation in Europe and about 2 billion in North America. In Europe, the pallet and wooden packaging industry consumed more than 20 million m<sup>3</sup> of sawnwood (mostly softwood) in 2015. Similar data for North America refers to 2011 production of 800 million pallets (both new and rebuilt units), using about 16.5 million m<sup>3</sup> of new lumber and 12.6 million m<sup>3</sup> of reclaimed lumber. Pallet pools – whereby companies rent, lease or share the use of pallets – are increasingly used. Many companies are finding benefits in pooling, such as consistent quality, flexibility, the avoidance of capital expenditure, the reduction of costs, more cost certainty, and a reduction in the loss of assets, especially in closed pools (where pallets remain the property of the pooler). In North America, rental pallets are expected to facilitate the movement of food and consumer goods between the United States, Canada and Mexico.

25. France and the United States dominate global barrel exports, with France accounting for about \$807 million and the United States for \$450 million of the value of barrel exports in 2015.

## II. Summary of regional and subregional markets for key forest products

### A. Wood raw materials

26. The total consumption of roundwood – comprising logs for industrial uses and fuel – in the ECE region was estimated at 1.28 billion m<sup>3</sup> in 2015, an increase of 1.2% from 2014 and the third consecutive year of growth. Total log usage reached its highest level in almost ten years in each of the three ECE subregions in 2015 due to increased demand from the sawlog sector.

27. Removals of industrial roundwood in the ECE region were up by 0.9% in 2015, with the biggest increase in Europe (+2%) and practically no change in North America. Although log production in the CIS subregion was only 1.1% higher in 2015 than in 2014, the longer-term trend is more impressive, with 2015 removals almost 10% above those in 2011. Almost all the increase in the timber harvest in the ECE region in 2015 was of coniferous logs, with removals of non-coniferous logs continuing steady.

28. Of the total roundwood removals in the ECE region in 2015, approximately 16% (204 million m<sup>3</sup>) were used for fuel. This volume was consumed predominantly in Europe, which accounted for almost 58% of total woodfuel consumption in the ECE region.

29. The ECE region continues to be a net exporter of logs, with globally significant trade flows of softwood logs from North America and the Russian Federation to China and the Republic of Korea. Of the top five trade flows of softwood logs worldwide, shipments to China from New Zealand, the Russian Federation and the United States were all lower in 2015 compared with 2014.

30. Wood raw-material costs for the forest industry in the ECE region trended downward in much of 2015 and in early 2016, with sawlog and pulpwood prices, in US dollar terms, reaching their lowest levels in more than six years in the first quarter of 2016.

31. Wood costs, which account for approximately 60% of the production cost when manufacturing pulp, have also fallen steadily in many countries of the ECE for almost five years, with wood fiber costs generally declining more in Europe than in North America.

32. COFFI forecasts that removals of industrial roundwood are expected to increase in the ECE region at an annual rate of 1.2% in 2016 and 1.4% in 2017. The subregional breakdown is as follows: Europe showing an increase of 0.6% in 2016 and a rise of 1.7% in 2017; CIS is expected to increase 3.1% in 2016 and then 1.4% in 2017; and North America to increase 0.9% in 2016 and then 1.1% in 2017.

## B. Sawn softwood

33. As in 2014, 2015 saw generally mixed and unsettled global economic trends. Total sawnwood consumption in the ECE region increased by 2.5% - from 191.5 million m<sup>3</sup> to 196.4 million m<sup>3</sup>. The recovery in North America continued for the sixth consecutive year, and sawn softwood consumption increased by 6.1%. Sawnwood consumption was steady in Europe, but economic conditions and depreciating currencies in the CIS countries resulted in a decline in sawn softwood consumption of 2.2% in that subregion. The US dollar strengthened against most currencies in the first half of 2015, and volatile exchange rates affected countries differently.

34. The optimism and anticipated growth forecast a year ago in Europe levelled off in 2015, with apparent consumption in Europe remaining at the 2014 level of 89 million m<sup>3</sup>. Economic conditions are highly variable between countries, and this is reflected in the wide range of growth rates in softwood sawnwood consumption in 2015. Europe produced 102.6 million m<sup>3</sup> of sawn softwood in 2015, a small decrease (0.7%) over 2014. Producers lacked an incentive to increase production, given sluggish demand in Europe and key overseas export markets.

35. Apparent sawn softwood consumption decreased by 2.2% in the CIS subregion in 2015, to 16.7 million m<sup>3</sup>. However, the production of sawn softwood was estimated at 36.3 million m<sup>3</sup> in 2015, up by 0.4% from 2014. The devaluation of the Russian ruble enabled them to achieve large sales margins and high profitability, despite the strong decline in global prices (in US dollars) in the key sawn softwood export markets. Russian sawn softwood production increased slightly (by 0.2%) in 2015, to 32.1 million m<sup>3</sup>, but domestic consumption fell by 9%, to 9.8 million m<sup>3</sup>. The volume of sawn softwood exports from the Russian Federation achieved a record high of 22.4 million m<sup>3</sup> in 2015, up by 5% from 2014, with China representing 44% of Russia's export volume.

36. Apparent North American sawn softwood consumption increased 6.1% to 90.8 million m<sup>3</sup> in 2015. An increase in US housing starts resulted in US consumption of 75.0 million m<sup>3</sup> (up by 4.2%, year-on-year) and, in Canada, consumption reached 15.8 million m<sup>3</sup> (up by 16.6%). US sawn softwood output was 54.3 million m<sup>3</sup> in 2015, an increase of 1.0% compared with 2014. Canadian sawn softwood production soared by 8.3% in 2015, to 45.4 million m<sup>3</sup>. The Canadian dollar has been depreciating against the US dollar since 2014, providing Canadian producers with a competitive advantage in shipments to the US market.

37. COFFI forecasts that production of sawn softwood will increase in the ECE region at an annual rate of 2.6% in 2016 and 0.3% in 2017. The subregional breakdown is as follows: Europe with a gain of 2.3% in 2016 and 1.5% in 2017; CIS is expected to increase 1.5% in 2016 and another 1.4% in 2017; and North America will gain 3.5% in 2016 and decline 1.3% in 2017.

## C. Sawn hardwood

38. Sawn hardwood production in the ECE region increased by 1.8% to 40.7 million m<sup>3</sup> in 2015, with production increasing in all three subregions during the year. Consumption of sawn hardwood in the ECE region also increased to 35.6 million m<sup>3</sup> in 2015, a 0.9% rise compared to 2014 and the fourth consecutive year of increase. Falling consumption in Europe and the CIS in 2015 was offset by rising consumption in North America.

39. European consumption of sawn hardwood decreased 2.8% to 12.2 million m<sup>3</sup> in 2015, mainly due to a significant decline in Turkish consumption. Sawn hardwood consumption in the CIS subregion fell 25.9% to 1.46 million m<sup>3</sup> in 2015 following a 3.6% fall the year before. However, hardwood production in the CIS increased 2.3% to 3.4 million m<sup>3</sup>, with exports taking up the slack. The weakness of the ruble encouraged a 50.5% increase in sawn hardwood exports by the Russian Federation to 1.4 million m<sup>3</sup>. The Russian Federation exported 1.2 million m<sup>3</sup> to China in 2015, 49% more than in 2014 and by far the highest level ever recorded.

40. North American sawn hardwood consumption increased 5.7% to 22.0 million m<sup>3</sup> in 2015, with domestic sales in North America benefitting from rising new homes construction in the United States. However, there are signs of slowing consumption in some sectors, notably

pallets, flooring and board roads. US sawn hardwood exports to countries outside the subregion decreased 8.4% to 3.0 million m<sup>3</sup> in 2015, following five consecutive years of growth. Exports slowed to all the leading markets in 2015 including (in order of export volume) China (accounting for 47% of all exports by volume), Vietnam, Mexico, the United Kingdom, Japan and Italy.

41. Outside the ECE region, China continued to dominate the sawn hardwood trade. China's imports of tropical and temperate sawn hardwoods were valued at \$4.1 billion in 2015, marginally less than the previous year, when imports had increased 32% by value compared with 2013. Key innovations in the hardwood sector aim to extend its use into new applications, notably structural applications through the development of new hardwood Cross Laminated Timber (CLT), glulam and Laminated Veneer Lumber (LVL) products.

42. COFFI forecasts that production of sawn hardwood will decline in the ECE region at an annual rate of 2.1% in 2016 and then rise slightly by 1.3% in 2017. The subregional breakdown is as follows: Europe is expected to gain 2.5% in 2016 and 0.9% in 2017 (excluding Turkey); CIS increases 1.6% in 2016 and 3.1% in 2017; and North America with expected increase of 0.1% in 2016 and 1.3% in 2017.

#### **D. Wood-based panels**

43. The geographic development of the wood-based panel sector varies significantly across the ECE region. Plywood production in North America (at 11.2 million m<sup>3</sup>) is almost three times greater than in both Europe and the CIS region. Similarly, Oriented Strand Board (OSB) production in North America (at 18.8 million m<sup>3</sup>) is three times greater than in Europe and more than 23 times greater than in the CIS region. Particleboard production in Europe (at 36.6 million m<sup>3</sup>) is four times greater than in the CIS region and more than 6 times that in North America. Finally, medium density fibreboard (MDF) production in Europe (at 16.3 million m<sup>3</sup>) is about four times greater than in North America and almost 6 times greater than in the CIS region.

44. Overall, wood-based panel production was generally stable in Europe and North America, while it was up strongly in the CIS region. However, the trend in production differed substantially across different product categories. Both particleboard and plywood production trends were lacklustre across the entire ECE region. Particleboard production was down slightly in both Europe and the CIS region and up very slightly within North America. Plywood production showed little growth within Europe and the CIS region and was down within North America. Production trends for OSB and MDF panels were slightly more positive, particularly in the CIS region where significant increases were reported. OSB production showed moderate growth in both Europe and North America, while production was up by almost 120% in the CIS region where the OSB industry has only been established since 2012. Finally, MDF production, which was essentially stable in Europe, grew by over 3% in North America and by 26% in the CIS region.

45. The trade situation was also interesting as currency valuations sharply affected trade patterns for wood-based panels across the ECE region. For example, the weak ruble contributed to double digit growth in exports across all product categories for the CIS region as well as double digit declines in panel imports. Overall, the CIS region remained a net exporter of wood-based panels in 2015. Within Europe, the trend was mixed, with exports of plywood and MDF moderately up, and imports of plywood and OSB also rising moderately. Overall, European trade of wood-based panels was up by almost 5% over 2014, and Europe maintained a slight trade surplus in wood-based panels. By and large, North America displayed a trade deficit in wood-based panels across almost every product category, with the exception of OSB where there was a slight trade surplus. Overall, the North American trade deficit increased by 20% in 2015.

46. COFFI forecasts that production of wood-based panels will increase in the ECE region at an annual rate of 1.6% in 2016 and by 1.7% in 2017. The subregional breakdown is as follows: Europe will grow 1.3% in 2016 and 1.2% in 2017; CIS should increase by 4.3% in 2016 and 3.8% in 2017; and North America is forecast to grow 2.0% in 2016 and 1.6% in 2017.

## **E. Paper, paperboard and wood pulp**

47. Paper and paperboard production fell in Europe and North America in 2015, largely as graphic paper capacity continued to be closed, itself the result of increased electronic communication including the internet. Wood-pulp production rose in the CIS due to new investment into market pulp capacity.

48. Overcapacity in the pulp, paper and paperboard segments led to closures and consolidation in 2015 and in the first half of 2016. However, a series of strategic investments, mainly in tissue, specialty packaging and dissolving pulp, in recent years breathed life into the pulp and paper sector in the ECE region. Wood-pulp production in the ECE region declined in 2015 due to closures of integrated paper machines, longer maintenance downtime as a result of unplanned mechanical issues and as market pulp capacity was permanently removed. Currency exchange rates and increased competition from market pulp mills outside the ECE region were in part the cause.

49. Capacity closures in graphic grades in Europe and North America continued as a result of declining demand. Prices that had been on the decline for years finally appeared to bottom, and a recovery was underway in early 2016. Large-scale rationalization and concentration of the paperboard sector was largely over by the end of 2015. However, a series of expansions by converting idled newsprint capacity was still viewed as a financially viable option.

50. Emerging markets and increased standards of living provided the impetus for further expansions in sanitary and household tissue capacity, while research and marketing opportunities allowed for strategic investments into specialty packaging assets.

51. Outside the ECE region, major ongoing investments into chemical pulp, tissue and specialty packaging papers continue to have a profound influence on Europe, North America and the CIS. Continuous investment into research and innovation is allowing industries to thrive. However, challenges remain as companies in the ECE region face mounting pressures from outside competitors, many of which enjoy favourable exchange rates, advantageous production and cost structures, as well as financial assistance from state-run development banks and financial institutions. These pressures exerted on ECE mills have often led to trade sanctions including the imposition of import tariffs.

52. The global pulp, paper and paperboard industry is constantly evolving, and the challenges facing the ECE region are vast and complex. Nonetheless, innovation, research into new products, and entrepreneurship are leading the way to maintaining a vital industry for so many stakeholders.

53. COFFI forecasts that production of pulp is expected to increase in the ECE region at an annual rate of 0.8% in 2016 and 1.0% in 2017. The subregional breakdown is as follows: Europe will increase 2.1% in 2016 and is expected to gain 2.2% in 2017; CIS is expected to increase 1.6% in 2016 and then a further 2.4% in 2017; and North America is forecast to increase 0.1% in 2016 and the same in 2017.

54. COFFI forecasts that production of paper and board will decline in the ECE region at an annual rate of 0.1% in 2016 and in 2017. The subregional breakdown is as follows: Europe is gaining 0.1% in 2016 and is expected to gain a further 0.5% in 2017; CIS is forecast to gain 0.4% in 2016 and gain 1.0% in 2017; and North America would decline 0.4% in 2016 and decline by 1.0% in 2017.

## **F. Wood energy**

55. Wood energy consumption shows year-on-year variations associated with the fluctuation of weather patterns and competing energy sources. The expectation of future demand for wood pellets, for instance, continues to drive growth in installed manufacturing capacity, but 2015 saw prices for industrial and residential pellets decline in Europe and North America as a result of oversupply and lower demand linked to mild seasonal temperatures. Wood pellet trade continues to expand, and North America exported 6.2 million tonnes to the EU in 2015, with the United Kingdom being the largest importer of industrial pellets. Demand for wood energy feedstock (including pellets, briquettes and chips) is increasing within the CIS, and the

depreciation of the Russian ruble might enhance opportunities for increased exports - although geopolitical dynamics might counter that effect.

56. The UNFCCC's Paris Agreement to curtail greenhouse gas emissions could support the expansion of wood energy use but the role that wood will play toward meeting targets will depend on many external factors, including the frameworks adopted by each nation for carbon accounting. Sustainability guidelines for the use of wood for energy continue to evolve after many years of collaboration between public and private stakeholders, and standards might be adopted in the near future. Changes to the policy environment, ranging from an international climate agreement to regional renewable energy efforts such as a post-EU2020 agenda (2009/28/EC), add significant uncertainty to wood energy markets. The public policy renewable energy framework seems to be in flux with potential amendments to eligibility rules and financial incentive programmes. Small-scale, highly efficient combined-heat-and-power (CHP) units using woodfuels present opportunities for the expansion of wood energy, and some seem close to commercial feasibility, but low-priced fossil fuels and the enhanced cost-effectiveness of other renewables pose significant barriers.

57. COFFI forecasts that production of wood pellets will increase in the ECE region at an annual rate of 6.8% in 2016 and 3.1% in 2017. The subregional breakdown is as follows: Europe is forecast to increase by 6.6% in 2016 and a further 0.6% in 2017; CIS is expected to increase 11.4% in 2016 and 13.6% in 2017; and North America is estimated to increase 6.3% in 2016 and then 4.6% in 2017.

## G. Value-added wood products

58. Value-added wood products markets are recovering unevenly, depending largely on housing and renovation expenditures. Accordingly, US import markets have grown rapidly to reach pre-crisis levels, but European markets growth was more moderate or even stagnant. Trade flows have been strongly impacted by the strength of the US dollar against all major currencies.

59. Global furniture production was \$410 billion in 2015, down slightly from 2014. Similarly, the volume of furniture trade declined slightly to an estimated \$140 billion in 2015, but the overall trend is for increasing furniture exports. About 65% of furniture is consumed in the countries in which it is manufactured, and the other 35% is exported. The furniture industry has changed dramatically in recent decades, with domestic producers seeking to retain competitiveness and market share by improving their ability to serve the marketplace in terms of quality, customization and quick delivery.

60. US imports of builders joinery and carpentry (BJC) have continued a strong increasing trend, reaching \$2 billion in 2015, driven by increased remodelling spending. In contrast, European imports were essentially flat. However, the strong devaluation of the euro translated into much lower import values in US dollar terms.

61. Profiled-wood markets have been growing at a slower rate. Many larger suppliers to the US markets have increased production capacity, while a large share of the existing production is now targeted at other markets, principally China. Profiled-wood markets in Europe declined in 2015 and are supplied mainly by regional producers.

62. North American production of engineered wood products (EWP) such as glulam, wooden I-beams and LVL have made significant gains from 2010 through to the forecast for 2016. This is tied to the increase in new housing construction. In contrast, European glulam production has been more uneven, with some countries' output heavily affected by their exports to Japan (e.g. Austria, Finland and Romania) while others benefit from sustained domestic demand (Germany and Sweden).

63. CLT production is expanding globally, with new production facilities outside the DACH countries – Germany, Austria and Switzerland – where production originally began. Global production in 2015 was estimated at 650,000-700,000 m<sup>3</sup>. In DACH countries, production growth has been slowing in the past year partly because of slowing exports and softer domestic demand. In Europe, CLT construction is 10-15% more expensive than masonry or cement construction, but it is hoped that costs will come down with the further development of the

industry and the standardization of products. In contrast, in North America the use of CLT for building is quickly gaining momentum, thanks in large part to interest shown in west-coast cities with strong wood cultures (e.g. Portland, Seattle and Vancouver), the newly established quality and performance standards, and investment in manufacturing the product.

## H. Housing

64. The European and North American housing markets are still recovering from the 2008 financial crisis. In general, subdued economic forecasts for many advanced countries in the ECE region suggest that housing construction and sales in 2016 and 2017 might be similar to those reported in the past few years.

65. In Europe, construction increased by 0.1% between March 2015 and March 2016, primarily thanks to improvements in the building construction sector, while the civil engineering sector declined, year-on-year. On a monetary basis, remodelling is the largest component (about 60%) of euro-area residential construction. New residential construction is forecast to increase at a higher rate than remodelling in the immediate future. The key factors positively affecting the residential sector are financing and improved economic prospects, consistent with a slowly recovering European economy. Belgium, France, Germany, the Netherlands and Spain currently account for 73% of total residential output, and these countries are forecast to lead housing starts in the short term. The renovation of buildings to reflect changing demand requirements and preferences in light of demographic ageing will also become an essential aspect of future housing construction.

66. The US housing market has continued its ascent from the 2009 trough, while the Canadian market has remained steady, despite recent declines in oil prices and revenues. All sectors of the US housing market improved in 2015. Beginner or starter housing is weak, however, and the number of dwellings built is insufficient to match population growth. Residential investment (new homes, remodelling, manufactured homes, brokers' fees) is a crucial contributor to US GDP: it accounted for 6.1% of GDP in 2005 but was only 3.0% in 2014 and 3.2% in 2015, an indication that the new-housing construction market has further room to expand.

67. Just over 280,000 residential buildings were built in the Russian Federation in 2015, a decrease of 1.1% over 2014. Overall, 418.2 million m<sup>2</sup> of floor space was put in place, an increase of 3.4%, year-on-year, indicating an increase in the average floor area of new buildings. Subdued short-term economic growth is expected to result in sizeable budget cuts and delays in residential construction programmes.

68. Overall construction investment (i.e. including both residential and non-residential investment) in advanced countries has remained relatively weak amid lingering concerns over the strength of demand, bouts of financial turbulence and, in some countries, continued high levels of indebtedness.

## Annexe II

[Anglais seulement]

### **Panel discussion on "Opportunities for and barriers to forest products from the perspective of the private sector"**

1. Mr. Sylvain Labbé, founder and Chief Executive Officer of the Quebec Wood Export Bureau (Q-WEB), founder and Vice-President of the Canada Wood Group, and Board member of the UNEP Sustainable Buildings and Climate Initiative, was the moderator of the panel. He opened the discussion by introducing the speakers.

2. Mr. Marc Brinkmeyer, Chairman and co-owner of the Idaho Forest Group, briefly presented his company within the context of the US economy. Various factors were cited as major influences on the still slow economic recovery including: the political cycle, the stagnating purchasing power of the middle class, the low employment participation rate, and growing public and private debt. Focusing in particular on challenges for the timber sector, Mr. Brinkmeyer cited: the difficulties in attracting skilled young staff, concerns about the health of government-owned forests, the need for stable housing demand, the pending Softwood Lumber Agreement between Canada and the US, the economic situation in Asia, and increasing the market share of wood amongst all other construction materials (for example using wood as a material for constructing mid-rise wood buildings instead of concrete or steel). The uncertainty in the market has been responsible for little investment in new capacity in the timber industry. He also mentioned that current prices for gas and other fossil fuels have not justified the wide-scale investment in wood-based energy generation that many had hoped for in the US.

3. Mr. Hans-Joachim Danzer, Chief Executive Officer of Danzer Holding AG, presented his company, pointing out the differences in cost and organizational structures for hard wood companies. He then showed the participants some of the innovations his company developed and the difficulties it had to find markets for them due to the strong competition of products made from other materials. In fact, while the use of wood is heavily regulated and certified regarding its environmental footprint, other materials with a much heavier environmental footprint are not required to declare their environmental footprint nor absorb the real costs of their production (when the costs of environmental mitigation and disposal/recycling are factored in. He then indicated some of the measures policymakers could take to help level the playing field for wood as a construction material, such as: developing prices that include end-of-life costs of recycling and reclamation, fostering free trade, simplifying regulations and making them more consistent and certain in their application, introducing truth labelling of products, and having public entities take the lead in promoting the use of wood.

4. Mr. Sviatoslav Bychkov, Managing Director of Communications at Ilim Timber Industry LLC, gave an overview of his company's production and operational developments. He then highlighted the main difficulties for private companies to operate in the timber sector in Russia: the lack of infrastructure with a particular focus on access to remote areas, the low investment attractiveness coupled with the difficulty in obtaining financial resources, and the difficulty in coordinating the supply chain given the vast area and geographical disruptions in the country. However, he explained that the Russian Government is sustaining the wood sector by investing in woodworking capacity, giving financial support for wood housing especially in disadvantaged areas, and developing a programme to monitor log flow and systems to promote intensive forestry.

5. Mr. Naci Güngör, Brand and Corporate Communications Manager at Kastamonu Entegre A.S., presented his company, a top producer of wood-based panels in the world. He explained that his company's rapid growth was enabled by the young population in Turkey,

resulting in high levels of new home construction, and thus a high demand for wood-based panels. Kastamonu recently increased its production capacities in eastern Europe and in the Russian Federation. The main markets for its exports are concentrated in emerging markets (recently Iran, North Africa, Georgia and the CIS) where the demand is still strong. He further pointed out that his company uses FSC-certified wood.

6. The moderator, Mr. Labbé, asked the panellists for policy recommendations to help grow the market. Mr. Danzer explained that, to make wood competitive and level the playing field, it would suffice to incorporate in the price of all products the manufacturing costs of used resources, carbon emissions and end-of-life reclamation/recycling costs. Mr. Bychkov suggested incentives to motivate forest owners to harvest and manage their forests, and promoting a “carbon inside quota”. Mr. Güngör suggested removing taxes on wood to lower the cost of raw materials, and to provide government support for research and development and marketing activities. Mr. Brinkmeyer noted that, in the United States, discussions were still ongoing about whether carbon stored in wood products is an effective means of climate change mitigation. He further indicated some issues that need to be addressed: the very high cost of raw materials (delivered logs), the management of forests in relation to forest health and fire risks, and society’s acceptance of logging activity.

## Annexe III

[Anglais seulement]

### Panel discussion on wood construction in the region

1. The panel was moderated by Mr. Peter Moonen, Manager, National Sustainability, Canadian Wood Council.
2. Mr. Ivan Eastin, Professor at the University of Washington and Director of the Center for International Trade in Forest Products, presented Japan's roadmap to increase the production and use of Cross Laminated Timber (CLT). He explained that, in a very short timespan, Japan managed to define and pursue a very efficient strategy for the promotion of CLT. This would attain several objectives, such as revitalizing rural and mountain areas, encouraging the use of local timber species such as the sugi and hinoki, increasing CLT production capacity by 50,000 m<sup>3</sup> annually, and reducing CLT production costs. The different stages of this strategy include: the collection of material strength data (product specifications based on engineering and design requirements); experiments and testing of CLT buildings; the use of demonstration buildings to encourage innovation; the introduction of subsidies of up to 50% of the investment costs to develop the CLT industry; the development of CLT construction methods; and the promotion of wood construction for public buildings.
3. Mr. Michael Klippel, Senior Scientist and Research Leader of the "Fire in Timber Group" at the Institute of Structural Engineering of the Swiss Federal Institute of Technology (ETH), Zurich, presented the fire behaviour of wood. He explained that it is comparable to, and in certain aspects better than, that of steel components. This is possible because the external char layer formed during a fire protects the residual cross-section from high temperatures, and enables timber beams to maintain residual load-bearing capacity. He further explained that there are strategies to improve wood fire resistance, such as the use of massive cross-sections and protecting the timber elements with non-combustible materials. He noted that the fire behaviour of timber is a key barrier for wood construction if the right regulations and expertise are not in place. In Switzerland, new fire safety regulations allow for timber to be used as a construction material in all categories of buildings, and there are updated standards and handbooks to help engineers design wood buildings.
4. Ms. Katrin Hauser, Programme Manager for Climate-Kic, Zurich, presented the building technologies accelerator. Climate-Kic is a public private partnership addressing climate change. The building technologies accelerator aims at significantly reducing GHG emissions by disseminating innovative low carbon building solutions, stimulating investments in refurbishments, and establishing a network of investors. This entails the collection of evidence on market needs and possible innovations/solutions, showcasing the innovations, finding investors, and upscaling the project by bringing in as many cities as possible. She then showed some of the innovations developed by the accelerator programme: a post-tensioned timber frame, hybrid composite slabs, the wood facade surface protection, a lightweight building envelope (called second skin), and insulation for subtropical regions.
5. Mr. Harald Professner, Global Business Development Manager for Rhomberg Group, started his presentation explaining the ecological footprint of the construction industry. The high levels of resources consumed clash with sustainability objectives, requiring a revolution in the construction industry. He then presented the solution designed by his company called CREE building technology. This is a timber-based construction system for multi-storey buildings, industrially pre-fabricated, and energy- and resource-efficient. The design is integrated in the process, and allows for a high standardization and simplification of the process. As the components are highly standardized, they can be

produced with a local workforce and timber. The assembly is fast and requires few workers. He then showcased several projects implemented with this technology.

6. Mr. Maurizio Follesa, Co-founder of the Timber Engineering design studio, dedaLEGNO, made a presentation on the seismic resistance of wood buildings. He showed the results of full-scale seismic tests in Japan, indicating that, even in the case of strong events, wood buildings are safer compared to other materials, suffering only limited, easily-reparable damage, and allowing immediate post-disaster occupancy. Nevertheless, the share of timber construction for residential buildings in Europe, and in particular in high seismicity areas, is very low. He listed a number of reasons for this low use of wood: lack of education and training for architects and engineers, complicated and lengthy standards for some wood-based products such as CLT, the lack of connection systems for taller buildings (especially for seismic zones), structural building codes and design rules that are outdated, lacunose and inconsistent across countries.

7. Mr. Peter Wilson, Managing Director of Timber Design Initiatives Ltd, explained that, in Europe, most architects do not know timber. As architects are a key figure in determining the material of construction, it is very important to train them in the use of wood. He further explained that most use of wood in construction is conventional and low value. Because 80% of the world's population will live in cities by 2050, society needs to invest in innovation and make tall residential wood buildings a reality. To address these challenges, Mr. Wilson presented a pan-European programme of continuing professional education in timber for architects.

8. Mr. Eduard Akim, Head of Department at the Saint Petersburg State University of Industrial Technologies and Design, intervened in the discussion, indicating that the Russian Federation would be ready to cooperate in an international training programme in timber for architects and engineers.

9. Many delegations (Germany, Ireland, Portugal, Norway, Russia) expressed their satisfaction with the market discussions, and presented their experiences with wood construction. While there was general agreement on the interest of setting up a taskforce to engage with the construction sector to promote wood construction, some concerns were raised about aligning objectives and resources.

---